



Labyrinthe

29 | 2008 (1)
Ce que le libéralisme promet

Lettre d'Istanbul (et d'Athènes)

Vangelis Kechriotis

Traducteur : Déborah Cohen



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/3213>
ISSN : 1950-6031

Éditeur

Hermann

Édition imprimée

Date de publication : 11 janvier 2008
Pagination : 123-127
ISBN : 9782952613163

Référence électronique

Vangelis Kechriotis, « Lettre d'Istanbul (et d'Athènes) », *Labyrinthe* [En ligne], 29 | 2008 (1), mis en ligne le 11 janvier 2010, consulté le 09 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/3213>

Propriété intellectuelle

LETTRE D'ISTANBUL (ET D'ATHÈNES)

Vangelis KECHRIOTIS
vangelis.kechriotis@gmail.com

Ce texte est simultanément disponible en ligne, en versions originale anglaise et française simultanément, sur le site Internet de Labyrinthe : <http://www.revuelabyrinthe.org/document3213.html>

Récemment s'est clos en Grèce un débat qui, depuis des mois, occupait le premier plan sur la scène politique et médiatique. Ce débat portait sur le livre scolaire destiné à la sixième classe du primaire¹. Celui-ci avait été rédigé par un groupe d'historiens choisis par le précédent gouvernement, suite à un appel d'offre public. Les critiques portaient sur l'évident effort des auteurs pour s'éloigner des vieux stéréotypes longtemps dominants dans l'historiographie nationale et pour présenter une vision plus modérée de l'expérience grecque à l'époque ottomane (xv^e-xix^e siècles). Cette réinterprétation était issue à la fois d'une démarche historique, c'est-à-dire du traitement d'une nouvelle documentation permettant de revenir sur des croyances bien établies, et d'un consensus politique entre les gouvernements turc et grec. Ceux-ci, à l'exemple du couple franco-allemand, avaient souhaité promouvoir un récit historique qui évitât de perpétuer l'hostilité et permit la compréhension. L'extrême-droite monta au créneau contre l'ouvrage et vociféra contre ce qu'elle considérait être une déshellénisation de la jeune génération, tandis que le parti communiste voyait dans le projet de rapprochement gréco-turc un projet impérialiste. Finalement, l'ouvrage fut retiré par le second gouvernement de la Nouvelle Démocratie, qui céda à l'hystérie nationaliste, en un temps où la question macédonienne était, parmi d'autres, à nouveau à l'ordre du jour.

1. *Ιστορία Στ' Δημοτικού – Στα νεότερα και σύγχρονα χρόνια*, Athènes, Οργανισμός Εκδόσεων Διδακτικών Βιβλίων, 2006.

L'Église grecque, et en particulier son chef spirituel, l'archevêque Christodoulos, jouèrent un rôle central dans la controverse. Comme partout ailleurs dans les Balkans, l'Église grecque a toujours eu un rôle politique particulièrement important. Néanmoins, ce rôle avait pris des dimensions sans précédent depuis l'élection (en 1998) de l'archevêque Christodoulos, homme intelligent et brillant orateur de grande ambition politique. Christodoulos n'a jamais caché son désir d'imposer l'orthodoxie comme idéologie dominante dans le débat public. Il y a en grande partie réussi. Lors de la précédente législature social-démocrate, il avait déjà récolté plusieurs millions de signatures contre la décision du gouvernement d'abandonner la mention de la religion sur les cartes d'identité (et ce afin de se mettre en conformité avec la législation européenne). S'étaient ensuivies des manifestations de croyants et de nombreux discours violemment anti-européens, voire anti-occidentaux, contre ces « francs-maçons » et ces « Latins » qui ont toujours été ennemis de l'hellénisme.

Qu'avait donc de si alarmant ce livre, du point de vue de l'Église ? Pour la première fois, son rôle dans la perpétuation de la culture nationale quittait le domaine de la légende et se trouvait historiquement contextualisé. Ainsi, on ne mentionnait plus la légende des « écoles secrètes », c'est-à-dire la théorie selon laquelle, les Ottomans n'autorisant pas l'éducation des jeunes chrétiens, les prêtres locaux auraient secrètement et nuitamment instruit les enfants, afin qu'au nez et à la barbe du Turc barbare les jeunes orthodoxes puissent apprendre à lire et à écrire. La recherche historique (sans d'ailleurs qu'il s'agisse d'une historiographie radicale de gauche) a prouvé que les « écoles secrètes » n'étaient qu'une invention de l'historiographie nationaliste du XIX^e siècle. Mais de telles absurdités continuent à être répétées, parce qu'elles entrent en résonance avec la peinture très sombre des temps ottomans dans laquelle les gens se complaisent. Il y a deux ans, j'étais invité pour une conférence par le Patriarcat œcuménique de Constantinople : pendant le cocktail qui suivit, un membre de la communauté grecque locale me dit, avec le plus grand sérieux et une émotion non feinte, que sa grand-mère avait suivi et réussi le cursus de l'« école secrète ».

D'autre part, l'ouvrage scolaire incriminé réévaluait le rôle de l'Église dans la préparation du soulèvement national (1821-1830). Quoique la question ait tourmenté les cercles académiques durant des années, il ne fait à ce jour aucun doute, du moins pour la grande majo-

rité des historiens professionnels, que le patriarche de Constantinople ainsi que d'autres membres du haut clergé, étant eux-mêmes partie prenante de l'appareil administratif ottoman, avaient autant que possible tenté de contenir toute activité révolutionnaire. Si le patriarche fut finalement mis à mort par les Ottomans, ce ne fut qu'en raison du peu de succès de ses efforts, mais cela autorisa longtemps l'historiographie nationaliste à le peindre en martyr. Sa statue de marbre trône toujours dans l'angle gauche de l'université d'Athènes. Dans l'angle droit, s'élève la statue de Rigas, la figure révolutionnaire la plus remarquable de la fin du XVIII^e siècle. Le seul point commun de ces deux personnages est d'avoir été mis à mort par les Ottomans. Comme le nouveau manuel, se conformant aux avancées du savoir historique récent, ne reproduisait pas les stéréotypes concernant le rôle de l'Église dans le processus d'indépendance nationale, l'Église grecque réagit. Une diminution de son rôle dans le passé aurait automatiquement diminué son importance sociale et politique dans le présent.

D'autre part, les dernières années ont vu, pour des raisons qui sont communes à l'ensemble de l'Europe, l'apparition en Grèce d'un parti d'extrême-droite (Laikos Orthodoxos Synagermos ou LAOS). Outre un discours simpliste centré sur les thèmes de la xénophobie, du refus de l'Europe, de l'Amérique et de la mondialisation, ce parti a mis beaucoup d'énergie à défendre la « véritable histoire des Hellènes », en usant de méthodes assez peu orthodoxes. Dès le milieu des années 1990, des programmes de télévision présentés par des historiens amateurs étaient apparus sur quelques chaînes privées marginales. Nous autres étudiants en histoire nous amusions de ces lamentables émissions, et nous moquions de leurs bourdes, appelées à devenir le sujet de nos bavardages du lendemain. Néanmoins, peu à peu, une programmation différente, quoique toujours d'abord et avant tout centrée sur l'histoire hellénique, a fait son apparition. Les doux dingues furent remplacés par des présentateurs plus jeunes et plus agressifs, qui vendent aujourd'hui des séries entières de livres sur la Grèce ancienne, ses philosophes, ses historiens, ainsi que des mémoires de héros de la grande guerre d'Indépendance. Au milieu de tout cela, ils glissent des références à leurs propres « brillants travaux », où ils distillent un discours dénonçant toutes les conspirations dressées contre l'hellénisme – parmi laquelle le complot juif est bien sûr le premier et le mieux organisé, devant de peu celui des Européens, des Améri-

cains, etc. Tous ces livres, bien évidemment, sont vendus à la télévision «à prix sacrifié pour seulement quelques minutes encore». Certains de ces programmes se sont longtemps tenus entre la télé-poubelle et la parodie, ce qui en faisait un genre culturel à part, dans lequel les Grecs anciens étaient considérés comme des extra-terrestres qui n'avaient disparu dans les profondeurs de la terre que pour revenir un jour dominer le monde, comme ils l'avaient fait au temps d'Alexandre le Grand... Tout cela pouvait offrir d'intéressantes études de cas aux psychiatres et aux sociologues, mais nous, historiens, continuions d'en rire. Durant le débat sur le manuel pour les classes du primaire, certains de ces présentateurs utilisèrent leurs programmes pour attaquer le livre et couvrir d'insultes les historiens qui le défendaient, et qu'ils jugeaient traîtres à la patrie. Lors des dernières élections, quelques-uns d'entre eux ont réussi à se faire élire au parlement sous l'étiquette du LAOS, qui désormais siège au Parlement. Les historiens ne rient plus.

La seule alliance de l'Église et de l'extrême-droite contre le manuel a-t-elle pu suffire à contraindre le gouvernement à le retirer quelques jours après les élections – et ce, quoiqu'il eût promis auparavant de le tester dans les classes, et quoique l'Académie d'Athènes (une institution des plus conservatrices), dont l'intervention avait été requise, ait fait part publiquement de ses remarques et corrections, dont la plupart avaient été acceptées par les auteurs ? Malheureusement non. De larges couches de la société grecque, qui ne se situent pas nécessairement à droite, ont attaqué l'ouvrage dès le départ. Ainsi le parti communiste, qui fit partie des contempteurs du livre, a-t-il décrit le débat comme une vaine querelle entre nationalistes et cosmopolites. Les membres du parti d'opposition socialiste (PASOK) ont craint d'apporter trop ouvertement leur soutien au manuel incriminé, de peur de perdre des voix. Ce débat autour d'un manuel scolaire a fait resurgir de très profondes tensions au sein de la société grecque. Depuis la fin des années 1990, et les efforts du gouvernement du parti PASOK, alors au pouvoir, pour imposer une série de modernisations, des segments de la société ont cultivé l'amalgame entre la «modernisation conformément aux directives européennes», le «capitalisme mondialisé», le «rapprochement gréco-turc» ou le «plan Annan²», n'y voyant qu'un seul et

2. Nom du plan de paix soumis en novembre/décembre 2002 à l'initiative du secrétaire-général de l'ONU Kofi Annan afin de mettre un terme au conflit chypriote, et finalement abandonné après son rejet par les Chypriotes grecs lors du référendum du 24 avril 2004 (N.D.L.R.).

Lettre d'Istanbul (et d'Athènes)

même dessein de miner «l'essence véritable» de la nation. Ainsi les projets de réforme, réels ou imaginaires, ont-ils été rejetés en bloc. Quant aux historiens qui aujourd'hui participent à des colloques internationaux afin de soumettre les historiographies nationales à des approches comparatives, et qui tentent d'amender les manuels et les programmes scolaires, ils sont décrits comme des suppôts à la solde des conspirateurs, comme George Soros voire George W. Bush lui-même. Si tout cela peut sembler familier à ceux qui connaissent la Turquie, je dois dire ma tristesse à voir la société grecque et la société turque se ressembler à ce point.

Qu'est-ce qui pousse ces gens à déployer tant d'imagination et à inventer de tels complots supposés? Je crois pouvoir dire que cela n'est pas principalement, voire absolument pas lié au fait que l'identité grecque se serait construite sur un mépris essentiel, voire sur une haine des Turcs. Tout cela est plutôt symptomatique d'une crise sociale plus profonde qui recherche des réponses toutes prêtes et n'hésite pas à s'emparer de l'antagonisme le plus largement diffusé et utilisé par le passé : l'hostilité antiturque.

Traduit de l'anglais par Déborah Cohen